

Le budget

Il suffit de jeter un coup d'oeil sur les derniers documents budgétaires pour voir que, de l'aveu même du gouvernement, cette taxe, si elle est adoptée, va dans la seule année 1991 rapporter 1,9 milliard de dollars de plus que ce qui a été annoncé, même après défaillance des millions de dollars relatifs aux stocks sur lesquels les entreprises avaient déjà versé l'ancienne taxe sur les ventes des fabricants. Malgré ce que disait le ministre, à savoir que sa taxe sur les produits et services n'aurait pas d'effet sur les recettes.

Pensez également qu'en 1984, année où le gouvernement conservateur est entré en fonction, le gouvernement fédéral a fait payer aux Canadiens environ 8 milliards de dollars de taxe sur les ventes des fabricants. Mais en 1991, si la taxe sur les produits et services entre en vigueur, le gouvernement va percevoir environ 23 milliards, soit trois fois plus que ce que lui avait procuré la taxe de vente en 1984. Le ministre aura beau dire que la TPS est sans effet sur les recettes, le fait est que si elle entre en vigueur les Canadiens vont payer trois fois plus de taxe de vente en 1991 qu'en 1984. Par quelque côté qu'on l'envisage, il s'agit là d'une énorme augmentation de taxe.

Cela n'empêche pas le ministre des Finances de répéter que tous les ménages gagnant moins de 30 000 \$ vont se trouver en meilleure situation grâce à cette nouvelle taxe. D'après une étude récente de l'Institut de recherches politiques, cette taxe va empirer la situation d'un tiers environ de tous les ménages gagnant moins de 30 000 \$ par année. Cette étude fait voir également que dans toutes les catégories de revenus, 83 p. 100 de tous les ménages ne subiront pas de changement ou vont se trouver en moins bonne posture après la TPS.

On comprend donc que le gouvernement cherche par tous les moyens à étouffer le débat sur cette nouvelle taxe. Il a recouru à la clôture pour imposer la deuxième lecture du projet de loi de la TPS à la Chambre. Il fait la sourde oreille aux demandes de la grande majorité des Canadiens, qui le pressent de laisser tomber cette taxe. Les Canadiens tiennent à faire entendre leur voix. Le gouvernement conservateur les ignore. Les Canadiens méritent qu'on les entende. Ils méritent qu'on respecte leur opinion.

Au Parti libéral, nous voulons donner aux Canadiens la possibilité de se faire entendre. Nous avons jusqu'ici présenté sur la Colline parlementaire 600 000 signatures de personnes qui s'opposent à l'adoption de cette taxe. Pendant la semaine du 12 au 16 mars, la semaine prochaine, nous allons ajouter à cette campagne de pétitions une ligne directe nationale qui permettra à tous les contribuables canadiens, à tous les Canadiens de dire non à la TPS.

Il leur suffira de composer le 1-900-720-6052 pour manifester leur opposition à cette taxe sur les produits et services.

Des voix: Quel est ce numéro?

M. Gray (Windsor-Ouest): Ce numéro, je le répète, c'est le 1-900-720-6052.

[Français]

Il est essentiel, monsieur le Président, pour tous les Canadiens, de téléphoner à 1-900-720-6052 afin de faire connaître au gouvernement leur opposition à cette taxe de vente générale, une taxe néfaste pour tous les Canadiens, pour notre économie et notre pays.

• (1200)

[Traduction]

En nous opposant à cette taxe, nous invitons tous les Canadiens à faire connaître leur opposition à cette mesure. Manifestement, les libéraux et les Canadiens disent carrément au premier ministre qu'il doit supprimer cette taxe dès maintenant.

Les budgets sont censés nous aider à bâtir l'avenir. Ils sont censés être l'application pratique de la vision du gouvernement en ce qui a trait à un Canada plus fort et plus juste. Ils doivent normalement constituer un projet de développement et de croissance économiques. Ils doivent représenter notre réponse collective aux besoins et aux aspirations de tous les Canadiens.

Or, ce budget conservateur n'est rien de cela. C'est, en fait, une recette parfaite pour parvenir à une récession au Canada. Il va élargir de façon marquée l'écart déjà croissant entre les riches et les pauvres, entre les régions nanties et les régions défavorisées. Comme mon collègue, le député de Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte l'a déclaré il y a quelques jours, il s'agit d'un plan de bataille pour une guerre entre les provinces et le gouvernement fédéral. Je le répète, c'est là une chose que nous devons éviter à l'heure actuelle. C'est, en effet, le pire moment possible pour mettre encore davantage à l'épreuve l'unité du pays. Le gouvernement aurait dû présenter un budget tendant à renforcer notre unité, et non le contraire.

Le budget ne laisse aucun espoir aux Canadiens défavorisés; il n'augure vraiment rien de bon. Voilà un budget qui montre que le gouvernement a pour priorité non pas de s'occuper avec compassion des défavorisés, mais bien de prendre des mesures impitoyables, afin de camoufler sa propre gabegie, en faisant supporter un fardeau toujours plus lourd aux anciens combattants, aux femmes, aux autochtones, aux étudiants, aux malades, aux sans-